



## COMMUNE DE ZUDAUSQUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

Département du Pas-de-Calais

Arrondissement de Saint-Omer

Canton de Lumbres

Commune de Zudausques

Séance du 28 avril 2026

**Objet :** MARCHES PUBLICS-PROCEDURE MAPA

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de votants : 14

Nombre de suffrages exprimés : 15

Vote(s) pour : 15

Vote(s) contre : 0

L'an deux mil vingt-six, le 28 avril à 18H00, le conseil municipal s'est réuni en la salle d'honneur sous la présidence de M. Didier BEE, maire de la commune, en suite de la convocation en date du 23 avril 2026 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie (salle d'honneur) et publié sur le site de la commune.

Étaient présents : Didier Bée, Arminda Giovacchini, Bruno Helleboid, Anne-Gaëlle Gawlowicz, Jacques Bocquet, Colette Lemaire, Philippe Guillemant, Ludovic Ribreux, Audrey Deluen, Jean-Pierre Declerck, Lucie Wissocq, Maryne Mouquet, Didier Popieul, Christelle Leroy (14/15)

Était absent excusé :

Pouvoir : Yannick Deroo à Didier Popieul (1/15)

Secrétaire de séance : Arminda Giovacchini

#### Le rapporteur expose :

*Vu les articles L.1414-2, L. 2122-3, L.2122-22, L.2122-23 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles L2122-1, L2123-1, R2122-8 et R2123-1 et suivants ;*

*Vu la délibération du 28 avril 2026 portant délégation du conseil municipal au maire, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;*

*Vu la délibération n°20231218-2023\_042-DE du 18 décembre 2023 arrêtant la procédure MAPA applicable à la commune de Zudausques*

**Considérant** qu'un marché public est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent,

**Considérant** que la commune est libre de définir ses propres règles pour les marchés à procédure adaptée et les achats de faibles montants, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique ;

**Considérant** que dans un souci de bonne gestion des deniers publics, les principes généraux de la commande publique imposent qu'une consultation doit être en fonction de seuils selon une procédure formalisée encadrée par le code de la commande publique **ou une procédure adaptée décidée par l'acheteur public**,

**Considérant** la nécessité de définir les règles permettant de garantir la bonne utilisation des deniers publics, de sécuriser les achats et d'homogénéiser les pratiques ;

**Considérant** le tableau ci-annexé relatif aux seuils et modalités de mise en œuvre des marchés à procédure adaptée et des procédures d'achats de faibles montants ;

**Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :**

1. D'abroger la délibération n°20231218-2023\_042-DE du 18 décembre 2023 susvisée,
2. D'approuver les seuils et nouvelles modalités de passation des marchés à procédure adaptée ainsi que les dispositions relatives aux achats de faibles montants tels que décrits ci-dessous et au tableau annexé à la présente délibération,
3. D'autoriser monsieur le maire à mettre en œuvre cette procédure MAPA à compter du 1er mai 2026.

## **1<sup>ère</sup> PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 1 - Respect des dispositions relatives à l'achat public**

- 1) Lorsqu'elle pratique l'achat public, la commune agit en tant que pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies par le Code de la Commande Publique en fonction des compétences qui lui sont dévolues par les textes en vigueur.
- 2) La commune procède à l'achat public en appliquant notamment :
  - Les principes énoncés dans le code susvisé, à savoir : la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures afin d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics ;
  - La nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant le lancement de la consultation en prenant en compte des objectifs de développement durable dans une dimension économique, sociale et environnementale ;
  - La pratique réaffirmée de l'allotissement ;
  - Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **Article 2 - Représentant légal du pouvoir adjudicateur**

Le maire de la commune est le représentant de la collectivité lorsqu'elle intervient dans les domaines définis par le Code de la Commande Publique en tant qu'acheteur, **et détermine la procédure à mettre en œuvre.**

En outre, il exerce ses prérogatives dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la Commande Publique ainsi que les attributions qui lui ont été déléguées par le Conseil municipal.

***Cette représentation de la commune peut être exercée par un élu de la commune ayant reçu délégation de fonction de la part du maire.***

### **Article 3 - Seuils et nomenclature interne**

Les seuils de computation des besoins de fournitures et services de la commune sont déterminés par la nomenclature élaborée en tenant compte de la spécificité de ses besoins.

Tous budgets confondus cette nomenclature est utilisée pour déterminer le montant des prestations homogènes de fournitures et de services afin de les comparer aux différents seuils et définir les procédures prévues par les textes relatifs à la commande publique.

### **Article 4 - Application des seuils**

- 1) La commune, définit, ci-après, les modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés et accords-cadres de fournitures, de services, de travaux et de maîtrise d'œuvre passés selon la procédure adaptée que ce soit en raison de leur montant ou de leur objet.

Les marchés et accords-cadres de fournitures, de services, de travaux ou de maîtrise d'œuvre d'un montant inférieur au seuil de procédure formalisée des marchés publics lorsque la commune est pouvoir adjudicateur (A titre information depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026 : 216.000 € H.T pour les fournitures courantes et services, 5.404.000 € H.T pour les travaux) sont passés selon une procédure adaptée, ou négociés dans les conditions définies dans la 2<sup>ème</sup> partie de la présente délibération.

***Les seuils sont modifiés tous les deux ans et seront systématiquement actualisés et pris en compte par le pouvoir adjudicateur sans avoir recours à une nouvelle délibération.***

- 2) Toutefois, sur proposition de l'autorité territoriale le conseil municipal pourra décider de recourir à une procédure formalisée quel que soit le montant.

## **2<sup>ème</sup> PARTIE - PROCEDURE ADAPTEE**

### **Article 5 - Procédure adaptée pour les marchés de fournitures, de services, de maîtrise d'œuvre**

La commune définit ci-après, les modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés et accords-cadres de fournitures, de services, et de maîtrise d'œuvre passés selon la procédure adaptée.

**Article 5.1 - Marchés ou accords-cadres du premier seuil (à savoir inférieur au seuil des marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable) prévu par les textes en vigueur.**

#### **1) Publicité**

Les marchés ou les accords-cadres de prestations homogènes de fournitures, de services ou de maîtrise d'œuvre dont le montant est inférieur ou égal au premier seuil en vigueur soit 60.000 € HT ( au 1<sup>er</sup> avril 2026) pour l'achat de fournitures et services sont passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Les marchés ou les accords-cadres de prestations homogènes de fournitures, de services, de travaux ou de maîtrise d'œuvre dont le montant est en deçà (en dessous) du premier seuil en vigueur **peuvent** être passés de la manière suivante :

- En fonction de la nature et de l'objet du marché **et à l'appréciation du pouvoir adjudicateur** une publicité **pourra** être assurée par la consultation des opérateurs économiques, par télécopie, courrier, courrier électronique, catalogues, site Internet, etc. étant précisé la production de trois devis au-delà de 5.000 euros HT)
- Ceci dans l'objectif de choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec le même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.
- Dans ce cas la consultation **pourra** comprendre au moins les éléments suivants :
  - Date d'envoi de la consultation ;
  - Objet du marché et description des prestations le cas échéant ;
  - Délai de réponse ;

## 2) Délai

Le cas échéant le délai sera défini par la consultation et sera fixé en tenant compte de la nature et de la complexité du marché.

## 3) Attribution

L'attribution est faite par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération ou par les agents de la commune ayant reçu délégation de signature.

## 4) Document contractuel

Bon de commande ou document contractuel écrit.

Le cas échéant, les différentes propositions resteront annexées à l'exemplaire du bon de commande ou du document contractuel conservé en mairie.

**Article 5.2 - Procédure adaptée - Marchés ou accords-cadres du deuxième seuil prévu par les textes en vigueur soit de 60.000 à 90.000 € H.T ; montants actuels pouvant être modifiés de manière réglementaire.**

Les marchés ou les accords-cadres de prestations homogènes de fournitures, de services, ou de maîtrise d'œuvre dont le montant est compris dans le deuxième seuil en vigueur **sont passés de la manière suivante :**

### 1) Publicité

La publicité sera assurée sous la forme d'un avis d'appel public à la concurrence sur un support adapté à l'objet du marché (tous courriers, affichage en mairie ou sur le site de la commune...)

L'avis d'appel public à la concurrence comportera au moins les éléments suivants :

- Identification du pouvoir adjudicateur ;
- Indication que le marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée ;
- Objet du marché et les caractéristiques principales ;
- Critères de sélection des offres ;
- Date limite de réception des offres.

## 2) Délai

Le délai minimum accordé aux opérateurs économiques pour remettre leurs offres est fixé à 21 jours à compter de la date d'émission de l'avis d'appel public à la concurrence.

A titre dérogatoire et sur avis motivé, l'acheteur public peut autoriser une réduction de délai, avec un minimum de 6 jour ouvré, sous certaines conditions particulières, notamment l'absence de complexité.

## 3) Attribution

Les candidats non retenus sont informés, par courrier signé par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération avant l'attribution du marché au candidat retenu.

**L'attribution est faite exclusivement par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération.**

A la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur, une commission informelle d'appel d'offres, réunissant les membres élus de la CAO formelle, **peut être** convoquée pour participer à l'analyse des offres et soumettre un avis au représentant du pouvoir adjudicateur.

## 4) Documents contractuels

Les documents contractuels seront constitués par la signature du prestataire et du représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte d'engagement faisant partie des pièces constitutives du marché sans que la totalité de celles-ci soit obligatoire. La liste des pièces exigées sera précisée dans le dossier de consultation.

**Article 5.3 - Procédure adaptée - Marchés ou accords-cadres au-delà du deuxième seuil (90.000 € HT) et jusqu'au seuil de procédure formalisée soit 216.000 € HT (au 1<sup>er</sup> janvier 2026), montant actuel pouvant être modifié de manière réglementaire.**

Les marchés ou les accords-cadres de prestations homogènes de fournitures, de services ou de maîtrise d'œuvre dont le montant est compris au-delà du deuxième seuil et jusqu'au seuil de procédure formalisée **sont passés de la manière suivante :**

### 1) Publicité

La publicité sera assurée sous forme d'un avis d'appel public à la concurrence sur les supports suivants :

- Mise en ligne de l'annonce et du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plateforme de dématérialisation des Marchés Publics de la commune ;
- Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics **ou** journal habilité à recevoir des annonces légales, plus, éventuellement, à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur dans la presse spécialisée en fonction de la nature et de l'objet de la consultation.

### 2) Délai

Le délai minimum accordé aux opérateurs économiques pour remettre leurs offres est fixé à 21 jours à compter de la date d'émission de l'avis d'appel public à la concurrence.

A titre dérogatoire et sur avis motivé, l'acheteur public peut autoriser une réduction de délai, avec un minimum de 6 jour ouvré, sous certaines conditions particulières, notamment l'absence de complexité.

### 3) Attribution

Les candidats non retenus sont informés, par courrier signé par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération avant l'attribution du marché au candidat retenu.

**L'attribution est faite exclusivement par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération.**

A la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur, une commission informelle d'appel d'offres, réunissant les membres élus de la CAO formelle, **peut être convoquée** pour participer à l'analyse des offres et soumettre un avis au représentant du pouvoir adjudicateur.

### 4) Documents contractuels

Les documents contractuels seront constitués par la signature du prestataire et du représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte d'engagement faisant partie des pièces constitutives du marché sans que la totalité de celles-ci soit obligatoire. La liste des pièces exigées sera précisée dans le dossier de consultation.

## Article 6 - Procédure adaptée pour les marchés de travaux

La commune définit ci-après, les modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés et accords-cadres de travaux passés selon la procédure adaptée.

**Article 6.1 - Marchés ou accords-cadres du premier seuil (à savoir inférieur au seuil des marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalable) prévu par les textes en vigueur.**

### 1) Publicité

Les marchés ou les accords-cadres de travaux dont le montant est inférieur ou égal au premier seuil en vigueur soit 100.000 € HT (au 1<sup>er</sup> janvier 2026) **sont passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.**

Les marchés ou les accords-cadres de travaux dont le montant est en deçà (en dessous) du premier seuil en vigueur **peuvent** être passés de la manière suivante :

- En fonction de la nature et de l'objet du marché **et à l'appréciation du pouvoir adjudicateur** une publicité **pourra** être assurée par la consultation (demande d'un devis) des opérateurs économiques, par télécopie, courrier, courrier électronique, catalogues, site Internet, etc.
- Ceci dans l'objectif de choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec le même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin.
- Dans ce cas la consultation **pourra** comprendre au moins les éléments suivants :
  - Date d'envoi de la consultation ;
  - Objet du marché et description des prestations le cas échéant ;
  - Délai de réponse ;

### 2) Délai

Le cas échéant le délai sera défini par la consultation et sera fixé en tenant compte de la nature et de la complexité du marché.

### 3) Attribution

L'attribution est faite par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération ou par les agents de la commune ayant reçu délégation de signature.

#### 4) Document contractuel

Bon de commande ou document contractuel écrit.

Le cas échéant, les différentes propositions resteront annexées à l'exemplaire du bon de commande ou du document contractuel conservé en mairie.

### **Article 6.2 - Marchés ou accords-cadres au-delà du premier seuil défini à l'article 6.1 jusqu'à 349 999€ HT.**

Les marchés ou les accords-cadres de travaux dont le montant est compris au-delà du seuil défini à l'article 6.1 et jusqu'au seuil de procédure formalisée **sont passés de la manière suivante :**

#### 1) Publicité

La publicité sera assurée sous forme d'un avis d'appel public à la concurrence sur les supports suivants :

- Mise en ligne de l'annonce et du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plateforme de dématérialisation des Marchés Publics de la commune ;
- Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ou journal habilité à recevoir des annonces légales, plus, éventuellement, à l'appréciation du représentant du pouvoir adjudicateur dans la presse spécialisée en fonction de la nature et de l'objet de la consultation.

#### 2) Délai

Le délai minimum accordé aux opérateurs économiques pour remettre leurs offres est fixé à 21 jours à compter de la date d'émission de l'avis d'appel public à la concurrence.

A titre dérogatoire et sur avis motivé, l'acheteur public peut autoriser une réduction de délai, avec un minimum de 6 jour ouvré, sous certaines conditions particulières, notamment l'absence de complexité.

#### 3) Attribution

Les candidats non retenus sont informés, par courrier signé par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération avant l'attribution du marché au candidat retenu.

**L'attribution est faite exclusivement par le représentant du pouvoir adjudicateur défini à l'article 2 de la présente délibération.**

A la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur, une commission informelle d'appel d'offres, réunissant les membres élus de la CAO formelle, **peut** être convoquée pour participer à l'analyse des offres et soumettre un avis au représentant du pouvoir adjudicateur.

#### 4) Documents contractuels

Les documents contractuels seront constitués par la signature du prestataire et du représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte d'engagement faisant partie des pièces constitutives du marché sans que la totalité de celles-ci soit obligatoire. La liste des pièces exigées sera précisée dans le dossier de consultation.

### **Article 6.3 - Marchés ou accords-cadres au-delà de 350 000€ HT**



Les marchés ou accords-cadres dont le montant est supérieur à 349 999€ HT seront passés par la procédure formalisée.

### **3<sup>ème</sup> PARTIE - PROCEDURE FORMALISEE**

#### **Article 8 – Les procédures formalisées**

Les procédures formalisées sont appliquées lorsque les seuils de 216.000 € H.T, pour les fournitures courantes et services, et de 350 000 € H.T pour les travaux sont atteints.

Ces procédures sont les suivantes :

- Appel d'offres, ouvert ou restreint (Section 1 du Chapitre IV du Code de la Commande Publique) ;
- Procédure avec négociation (Section 2 du Chapitre IV du Code de la Commande Publique) ;
- Dialogue compétitif (Section 3 du Chapitre IV du Code de la Commande Publique).

**La Commission d'Appel d'Offres (CAO article L. 1414-2 du CGCT) est obligatoire pour l'attribution des marchés publics ayant atteint le seuil de la procédure formalisée (appel d'offres, procédure avec négociation et dialogue compétitif).** Le maire ne peut donc plus intervenir pour attribuer ces marchés publics (décider du titulaire). Ils ne sont autorisés qu'à engager la procédure, signer ou notifier le contrat **après décision d'attribution**. A noter que lorsqu'il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre, l'acheteur doit organiser un jury de concours (dépense au-dessus de 300 000€). Ce jury est composé des membres de la CAO et de personnes qualifiées.

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire de Zudausques dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente décision ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.*

*Fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Pour extrait conforme*

Cachet



Le maire,  
Didier Bée.

La ou le secrétaire de séance



**TABLEAU RECAPITULATIF PROCEDURE MAPA à compter du 1er mai 2026**

MARCHE DE FOURNITURES OU DE SREVICES OU DE MAÎTRISE D'ŒUVRE					
Montant seuil HT (1)	Publicité et Mise en concurrence	Modalités	Délai	Attribution	Documents contractuels
0 à 60.000 € HT	Non obligatoires	<b>Devis obligatoire (trois au delà de 5.000 € HT)</b> <b>Facultatif:</b> consultation opérateur(s) en précisant la date d'envoi de la consultation, l'objet du marché et le délai de réponse	Selon nature et complexité du marché	Pouvoir adjudicateur (maire)	Validation devis et/ou Bon de commande
60.000 à 90.000 € HT	Une publicité adaptée, au choix du pouvoir adjudicateur: par affichage, site internet de la commune, journal d'annonce...	<b>Avis d'appel public à la concurrence</b> comportant : Identification du pouvoir adjudicateur, Indication procédure MAPA, Objet du marché et caractéristiques principales, Critères de sélection des offres, Date limite de réception des offres,	21 jours (dérogation sous conditions 6 jours)	Pouvoir adjudicateur (maire) possibilité d'une CAO informelle	Acte d'engagement après courrier au(x) candidat(s) non retenu(s)
90.000 à 216.000 € HT	Publicité sur plateforme des marchés publics de la commune et BOAMP ou Journal habilité aux annonces légales	<b>Avis d'appel public à la concurrence</b> comportant : Identification du pouvoir adjudicateur, Indication procédure MAPA, Objet du marché et caractéristiques principales, Critères de sélection des offres, Date limite de réception des offres,	21 jours (dérogation sous conditions 6 jours)	Pouvoir adjudicateur (maire) possibilité d'une CAO informelle	Acte d'engagement après courrier au(x) candidat(s) non retenu(s)
MARCHES DE TRAVAUX					
Montant seuil HT (1)	Publicité et Mise en concurrence	Modalités	Délai	Attribution	Documents contractuels
0 à 100.000 € HT	Non obligatoires	<b>Devis obligatoire</b> <b>Facultatif:</b> consultation opérateur(s) en précisant la date d'envoi de la consultation, l'objet du marché et le délai de réponse	Selon nature et complexité du marché	Pouvoir adjudicateur (maire)	Validation devis et/ou Bon de commande
100.000 € HT et jusqu'à 349 999 € HT	Publicité sur plateforme des marchés publics de la commune et BOAMP ou Journal habilité aux annonces légales	<b>Avis d'appel public à la concurrence</b> comportant : Identification du pouvoir adjudicateur, Indication procédure MAPA, Objet du marché et caractéristiques principales, Critères de sélection des offres, Date limite de réception des offres,	21 jours	Pouvoir adjudicateur (maire) possibilité d'une CAO informelle	Acte d'engagement après courrier au(x) candidat(s) non retenu(s)
NB: Transmission des marchés au contrôle de légalité, à partir de 216.00 HT (1) une fois attribué et notifié					

(1) seuils en vigueur au 1 er janvier 2026